

CONSEIL MUNICIPAL DU 27 JUIN 2019 – Projets de délibérations

Délibération N°1

Objet : Budget de la commune – décision modificative N°1

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU le budget communal,
LE CONSEIL MUNICIPAL,
Après en avoir délibéré,

ADOpte la décision modificative N°1 ainsi qu'il suit :

Dépenses INVESTISSEMENT :

21	Immobilisations corporelles	-5500	
2117	Bois et forêt	-40000	
2182	Matériel de transport	25000	rachat véhicule pm et st
2188	Autres Immos corporelles	9500	totems, barnums, tables , corbeilles, cendriers ext
23	Immobilisations en cours	2000	
275	Dépôts et cautionnements	2000	cautions carte carburant cora
16	Remboursements d'emprunts	3500	
165	Cautions	3500	boulangier, appart coiffeuse, assureur
	Total	0	

Délibération N° 2

Objet : Garantie d'emprunt SA HLM Pierres et Lumières – allongement de la dette Caisse des Dépôts et Consignations.

Exposé des faits :

Suite aux dispositions de la loi de finances 2018, Pierres et Lumières avait sollicité l'accord de la commune pour un allongement de dix ans de la durée de ces prêts. Lors de sa séance du 28 juin 2018, le conseil municipal avait donné son accord pour l'allongement de la durée des prêts mais avait refusé la prolongation du bail emphytéotique alors que la Caisse des Dépôts et Consignations imposait que la durée du bail dépasse d'au minimum 2 ans la date de la dernière échéance (fév. 2049).

Suite à ce refus, la CDC a modifié son offre afin que la seule ligne de prêt désormais réaménagée ne concerne qu'une opération n'ayant pas fait l'objet d'un bail avec la commune.

Délibération :

La SA HLM PIERRES ET LUMIERES, ci-après l'emprunteur, a sollicité de la Caisse des dépôts et Consignations qui a accepté, le réaménagement selon de nouvelles caractéristiques financières des prêts référencés en annexe à la présente délibération, initialement garanties par la commune de Varennes-Jarcy, ci-après le garant.

En conséquence, le Garant est appelé à délibérer en vue d'apporter sa garantie pour le remboursement des lignes du prêt réaménagée.

Le Conseil Municipal,

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après avoir pris connaissance de l'avenant de réaménagement N°93099 concernant une ligne de prêt et permettant un allongement de la dette de 10 ans, pour un total à réaménager de 1 096 467.74 € avec un effet rétroactif au 15 février 2019,

Après en avoir délibéré

Pour

Contre

Abstention

Vu les articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article 2298 du Code Civil

ACCORDE sa garantie dans les conditions définies ci-dessous :

Article 1 : le Garant réitère sa garantie pour le remboursement de chaque ligne du prêt réaménagée, initialement contractée par l'emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les conditions définies à l'article 2 et référencée à l'annexe « Caractéristiques Financières des Lignes du Prêt Réaménagées ».

La garantie est accordée pour chaque ligne du Prêt Réaménagée, à hauteur de la quotité indiquée à l'Annexe précitée, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues (en principal, majoré des intérêts, intérêts compensateurs ou différés, y compris toutes commissions, pénalités ou indemnités pouvant être dues notamment en cas de remboursement anticipé) ou les intérêts moratoires qu'il aurait encourus au titre du prêt réaménagé.

Article 2 : les nouvelles caractéristiques financières de la ligne du prêt réaménagée sont indiquées à l'Annexe « Caractéristiques financières des lignes du prêt réaménagées » qui fait partie intégrante de la présente délibération.

Concernant la ligne du prêt réaménagée à taux révisable indexée sur le taux du livret A, le taux du Livret A effectivement appliqué à ladite ligne du prêt réaménagée sera celui en vigueur à la date de valeur du réaménagement.

Les caractéristiques financières modifiées s'appliquent à chaque ligne du prêt réaménagée référencée à l'Annexe à compter de la date d'effet de l'avenant constatant le réaménagement, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

A titre indicatif, le taux du livret A au 6/2/2019 est de 0.75%.

Article 3 : la garantie de la collectivité est accordée jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, le Garant s'engage à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 : le conseil municipal s'engage jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour en couvrir les charges.

Délibération N°3

Objet : Acquisition – amélioration de 4 logements au 4 rue de la Libération

Convention de garantie d'emprunt entre la commune et LOGEO SEINE ESTUAIRE

Afin de financer l'opération d'acquisition – amélioration de 4 logements au 4 rue de la Libération, la Caisse des Dépôts et Consignations accorde à LOGÉO SEINE ESTUAIRE un prêt d'un montant de 407 424.00 € constitué de 3 lignes du Prêt :

- CPLS Complémentaire au PLS 2015 d'un montant de 107 838.00 €
- PLS PLSDDD 2015, d'un montant de 135 988.00 €
- PLS Foncier PLSDDD 2015 d'un montant de 163 598.00 €

Les caractéristiques du prêt sont définies dans le contrat N°87322.

Le Conseil Municipal,

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après avoir pris connaissance du contrat de prêt annexé et de du projet de convention de garantie d'emprunt,

Après en avoir délibéré :

Pour

Contre

Abstention

VU les articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'article 2298 du Code Civil,

VU le contrat de prêt N° 87322 en annexe signé entre LOGEO SEINE ESTUAIRE ci-après l'emprunteur et la Caisse des Dépôts et Consignations,

ACCORDE la garantie d'emprunt dans les conditions définies ci-dessous :

ARTICLE 1 : le Conseil Municipal de Varennes-Jarcy (91) accorde sa garantie à hauteur de 100% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 407 424.00 euros souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 87322 constitué de 3 lignes de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 2 : la garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la commune est accordée pour la durée totale du prêt jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : le Conseil s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du Prêt.

AUTORISE le maire à signer la convention de garantie d'emprunt entre la commune et LOGEO ESTUAIRE et à prendre toutes les dispositions nécessaires pour sa mise en œuvre.

Délibération N°4

Objet : Contrat d'aménagement régional

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal les objectifs des contrats d'aménagement régional de la Région Ile de France. Ce contrat, d'un montant de 2 657 129 €, a pour objet la réalisation des opérations suivantes :

1. Acquisition d'une partie du domaine de la Feuilleraie, aménagement et réhabilitation pour 1 546 291 € HT
2. Rénovation de la salle des fêtes pour 455 279 € HT
3. Aménagement d'un parc de stationnement paysager et d'une voirie aux Aufrais pour 655 559 € HT

Le montant total des travaux s'élève à 2 657 129.00€ HT.

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré,

Pour/Contre/Abstention

APPROUVE le programme des opérations décrites plus haut pour les montants indiqués suivant l'échéancier annexé.

S'ENGAGE :

- Sur le programme définitif et l'estimation de chaque opération
- Sur le plan de financement annexé
- Sur une participation minimale du montant total du contrat selon les dispositions légales en vigueur
- Sur la maîtrise foncière et/ou immobilière de l'assiette des opérations du contrat
- Sur la fourniture des éléments nécessaires à la présentation à la Commission Permanente du Conseil Régional de l'ensemble des opérations prévues au contrat pour attribution de subventions dans un délai de 3 ans à compter de son approbation par la Commission Permanente du Conseil Régional
- A assurer la prise en charge des dépenses de fonctionnement et d'entretien des opérations liées au contrat
- A ne pas commencer les travaux avant l'approbation du contrat par la Commission Permanente du Conseil Régional et, pour chacune des opérations inscrites au programme, de la convention de réalisation correspondant à cette opération.

- A maintenir la destination des équipements financés pendant au moins 10 ans
- A mentionner la participation de la Région Ile de France et d'apposer leur logotype dans toute action de communication.

SOLLICITE de Madame la Présidente du Conseil Régional d'Ile de France l'attribution d'une subvention de 1 000 000 € conformément au règlement des contrats d'aménagement régional.

Délibération N°5

Objet : demande de subvention pour l'acquisition d'un véhicule propre partagé

Monsieur BEZOT présente le projet d'acquisition d'un petit véhicule électrique utilitaire dont l'utilisation sera partagée entre les services de la commune et la population en dehors des horaires de fonctionnement desdits services.

Le coût de ce projet est estimé à 36 287.66 €. Le Conseil Municipal est invité à confirmer la demande d'accompagnement financier auprès de la Région Ile de France effectué dans le cadre des délégations en :

- Engageant la commune dans le projet
- Autorisant le Maire à signer tous les documents s'y rapportant
- S'engageant à prendre en charge le fonctionnement et l'entretien du service.

Le Conseil Municipal,

Après avoir entendu l'exposé de M. BEZOT,

Après en avoir délibéré,

ADOpte le projet d'acquisition d'un véhicule propre partagé ainsi que le projet de fonctionnement du service d'autopartage dudit véhicule,

AUTORISE le Maire à prendre toutes les dispositions nécessaires pour la mise en œuvre de ce projet,

S'ENGAGE à prendre en charge le fonctionnement et l'entretien du service,

PREND NOTE que le budget de la commune sera suffisamment doté à cet effet,

CONFIRME la demande d'accompagnement financier auprès de la Région Ile de France pour le développement du projet.

Délibération N°6

Objet : Projet de Maison d'Assistants Maternelles – demande de subvention

Monsieur le Maire présente le projet de construction d'une Maison d'Assistants Maternelles pour l'accueil des 0/ 4 ans chemin des Aufrais. Le coût du projet est estimé à 391 152 € HT.

Monsieur le Maire invite l'assemblée délibérante à solliciter un accompagnement financier auprès de la Région Ile de France au titre des modes de garde innovants pour la petite enfance. La subvention régionale pourrait s'élever à 50% maximum de la dépense subventionnable dans une limite plafond de 300 000€ HT. Les subventions sont subordonnées aux conditions d'une convention liant la Région Ile-de-France et le porteur de projet.

Le Conseil Municipal,

Après avoir pris connaissance du projet de Maison d'Assistantes Maternelles,

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré

Pour

Contre

Abstention

ADOpte le projet de construction d'une Maison d'Assistantes Maternelles,

SOLLICITE de la Région Ile de France la subvention maximale susceptible d'être attribuée pour la réalisation du projet,

AUTORISE le MAIRE à prendre toutes les dispositions nécessaires pour la réalisation du projet et à signer les actes à intervenir.

Délibération N°7

Objet : Protocole d'accord pour la mise à disposition des locaux de la Maison d'Assistantes Maternelles

Dans le cadre du développement de ses services, la commune de Varennes-Jarcy souhaite développer une offre d'accueil collectif pour les moins de 4 ans. Pour ce faire, elle souhaite implanter un bâtiment d'environ 120 m² Chemin des Aufrais, destiné à la création d'une Maison d'Assistantes Maternelles. Il sera mis à disposition de l'association « La cabane des p'tits coquins », constituée par 3 assistantes maternelles. La réalisation du projet implique l'obtention d'un agrément pour chacune d'elle auprès du Conseil Départemental.

Les deux parties étant animées par le même objectif qui est celui de développer un lieu d'accueil de 12 places maximum pour les moins de 6 ans, elles souhaitent s'engager réciproquement dans la réalisation du projet de MAM de Varennes-Jarcy.

Le projet de protocole proposé à l'assemblée délibérante définit les engagements de chaque partie.

Le Conseil Municipal,

Après avoir pris connaissance du projet de protocole,

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

Pour

Contre

Abstention

ADOpte le projet de protocole d'accord à intervenir avec l'association « La cabane des p'tits coquins ».

Délibération N° 8

Objet : Convention de partenariat DISPOSITIF AIDE AUX VACANCES ENFANTS LOCALE « AVEL »

La Caisse d'Allocations Familiales a mis en place le dispositif Vacaf Avel (Aide aux vacances enfants locale) pour les séjours d'enfants et d'adolescents organisés par des organismes de vacances. En fonction du quotient familial, la CAF prend en charge une partie du séjour. Le public concerné est celui des 4 à 19 ans issus des familles allocataires de la CAF de l'Essonne. Le séjour doit être d'une durée minimale de 5 jours et 4 nuits. La famille bénéficiaire n'aura pas à régler la totalité du séjour mais uniquement la part restant à sa charge, l'aide aux vacances sera versée directement à la commune. Pour ce faire, une convention de partenariat entre la commune et la CAF doit être conclue. Cette convention définit notamment les tâches devant être réalisées par le service gestionnaire.

Aussi, afin de permettre aux familles allocataires de la CAF de bénéficier de ce dispositif pour les séjours organisés par la commune, il est proposé à l'assemblée délibérante d'adopter la convention de partenariat et d'en autoriser la signature et la mise en œuvre.

Le CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir pris connaissance du projet de convention,

Après en avoir délibéré,

Pour

Contre

Abstention

ADOpte le projet de convention de partenariat DISPOSITIF AIDE AUX VACANCES ENFANTS LOCALE à conclure avec la CAF,

AUTORISE le Maire à le signer et à prendre toutes les dispositions nécessaires pour sa mise en œuvre.

Délibération N°9

Objet : Séjour Été 2019 – tarifs

Mme BOYER précise que le séjour organisé cet été se déroulera au Domaine du Pignada à Anglet (Bayonne) du lundi 8 juillet au vendredi 12 juillet 2019. Il s'adresse aux jeunes de 11 à 17 ans. Elle propose à l'assemblée délibérante de reconduire le montant de la participation financière des familles à 350 € par enfant.

Le Conseil Municipal,

APRES en avoir délibéré,

Pour

Contre

Abstention

FIXE la participation des familles à 350 €/ enfant avec application du quotient familial tel que défini pour les services extrascolaires

➤ **Le calcul du quotient familial :**

$$\frac{\text{Revenu brut global du dernier avis d'imposition}}{12} = \text{revenu mensuel}$$

$$\frac{\text{Revenu mensuel} + \text{prestations familiales}}{\text{Nombre de parts fiscales}} = \text{quotient familial}$$

➤ **8 tranches de quotient familial sont mises en place et ouvrent droit à un tarif préférentiel** ainsi qu'il suit :

QF	Tranche de revenus concernée	Tarification
1	Inférieure à 400 €	20% du prix de base
2	Comprise entre 401 et 550 €	30% du prix de base
3	Comprise entre 551 et 700 €	40% du prix de base
4	Comprise entre 701 et 850 €	50% du prix de base
5	Comprise entre 851 et 1000€	60% du prix de base
6	Comprise entre 1001 et 1150 €	70% du prix de base
7	Comprise entre 1151 et 1300 €	80% du prix de base
8	Supérieure à 1301 €	100% du prix de base

➤ **Au tarif défini selon le quotient familial, s'applique une dégressivité selon le nombre d'enfants de la famille varennoise fréquentant le séjour.**

2 enfants	- 10%
3 enfants	- 20%

► **Grille des tarifs (transport + hébergement + repas + activités) en €**

Séjour	Quotient familial Inférieur à 400€	Quotient familial Compris entre 401 et 550€	Quotient familial Compris entre 551 et 700€	Quotient familial Compris entre 701 et 850€	Quotient familial Compris entre 851 et 1000€	Quotient familial Compris entre 1001 et 1150€	Quotient familial Compris entre 1151 et 1300€	Quotient familial Supérieur à 1301€
Nombre d'enfants à charge								
1 enfant	70	105	140	175	210	245	280	350
2 enfants	63	95	126	158	189	220	252	315
3 enfants	56	84	112	140	168	196	202	280

PRÉCISE les modalités de règlement :

- soit un règlement total à l'inscription

- - soit un règlement échelonné ainsi qu'il suit : à l'inscription 40% du prix du séjour, 30 % au 1^{er} juillet 2019 et 30% au 1 août 2019.

PRÉCISE les modalités d'inscription :

Conditions d'inscription :

- Enfants à partir de 11 ans (scolarisés au collège à la rentrée 2019) jusqu'à 17 ans.
- Les places étant limitées, la priorité est donnée aux Varennois.
- Les places sont attribuées après passage en commission. Les dossiers complets sont à déposer en mairie.

Conditions de remboursement :

- Annulation de l'activité par le service (pour des raisons de sécurité, condition climatique, par manque de participants, modification de la réglementation d'encadrement par la Direction Départementale de la Cohésion Sociale)
- Sur présentation d'un certificat médical en cas de problème de santé empêchant la pratique de l'activité principale du séjour
- Évènement familial grave.

Délibération N° 10

Objet : Subvention à la Mission Locale Val d'Yerres-Val de Seine

En octobre 2005, la commune a conventionné avec l'association « Insertion et Développement Val d'Yerres – Val de Seine (Mission Locale – Centre de Redynamisation) pour le suivi des jeunes de Varennes-Jarcy âgés de 16 à 25 ans. A ce titre, la commune verse une participation financière annuelle réévaluée chaque année par rapport au coût de la vie. Pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019, cette participation est de 4 050€.

Depuis la signature de la convention, la participation financière de la commune était inscrite au compte 65548 du budget communal. Pour 2019, le mandat a été rejeté ; le compte 6554 Contributions aux organismes de regroupement n'étant pas approprié. En raison des statuts de la mission locale, les services de la trésorerie demandent que l'imputation soit effectuée au compte 6574 « subvention de fonctionnement aux associations » et que l'octroi de la subvention fasse l'objet d'une délibération.

Le Conseil Municipal,

APRES en avoir délibéré

Pour

Contre

Abstention

DÉCIDE d'octroyer une subvention de 4 050€ à l'Association Insertion et Développement du Val d'Yerres Val de Seine (Mission locale – centre de redynamisation) au titre des jeunes reçus sur l'antenne de Boussy-Quincy du 1/1 au 31/12/2019.

DIT que le budget de la commune est suffisamment doté à cet effet.

Délibération N°11

Objet : Convention pour l'accueil des varennois à l'accueil de loisirs extrascolaire de Boussy-Saint-Antoine

En raison des faibles effectifs prévisionnels pour les accueils de loisirs extrascolaires pour les 4 premières semaines d'août, il est proposé de fermer l'accueil de loisirs varennois et d'inviter les familles à fréquenter l'accueil de loisirs de Boussy-Saint-Antoine aux conditions tarifaires de la commune de Varennes-Jarcy.

Le projet de convention proposé définit les modalités du partenariat entre les 2 communes.

Le Conseil Municipal,

Après avoir pris connaissance du projet de convention,

APRES en avoir délibéré,

Pour

Contre

Abstention

ADOpte le projet de convention pour l'accueil des varennois à l'accueil de loisirs extrascolaire de Boussy-Saint-Antoine du 29 juillet au 23 août 2019 inclus.

AUTORISE le maire à le signer et à prendre toutes les dispositions nécessaires pour sa mise en œuvre.

PREND NOTE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la commune.

Délibération N°12

Objet : Frais d'écologie

L'IME « Les Pampoux » de Draveil est un établissement du secteur médico-social prenant en charge des jeunes en situation de handicap mental. Il bénéficie d'une Unité d'Enseignement Spécialisé sous convention partenariale avec l'Education Nationale permettant la scolarisation des jeunes avec des enseignants.

L'IME accueille un jeune varennois. La commune ne disposant de la structure éducative permettant d'accueillir ce jeune, il lui appartient de participer aux frais de scolarité.

Il est proposé de fixer le forfait d'écologie à 577.00 € identique au tarif défini par le conseil municipal pour la participation à verser par les communes voisines lors de la scolarisation d'enfants extérieurs dans la commune pour l'année 2018/2019.

Le Conseil Municipal,

Après avoir pris connaissance du projet de convention,

Après en avoir délibéré,

Pour

Contre

Abstention

ADOpte le projet de convention à intervenir entre la commune et l'institut,

PREND NOTE que la dépense de 577 € est inscrite au budget, lequel est suffisamment doté à cet effet.

DIT que le budget de la commune est suffisamment doté à cet effet.

Délibération N°13

Objet : acquisition de 12 300 m² à détacher de la parcelle AA 230 « La Feuilleraie »

Monsieur le Maire présente le projet d'acquisition du Parc de la Feuilleraie et de la Maison de Maître soit une superficie d'environ 12 300 m² à détacher de la parcelle cadastrée AA 230.

Il rappelle que parmi les édifices remarquables en centre village, se distingue le domaine de la Feuilleraie. Grâce au partenariat avec l'Etablissement Public Foncier d'Ile de France, ce domaine jusqu'alors privé, a pu être ouvert au public en 2016. Aujourd'hui, il est proposé au Conseil Municipal de se porter acquéreur de la Maison de Maître et du parc.

Le conseil Municipal,

Vu l'article L 1111-1 du code général de la propriété des personnes publiques (CGPPP), qui permet aux communes d'acquérir à l'amiable des biens et des droits à caractère mobilier ou immobilier,

Vu l'estimation du bien réalisée par le service des Domaines en date du 7 mai 2019,

Vu la proposition de découpage de la parcelle,

Après avoir entendu l'exposé de M. le Maire,

Après en avoir délibéré,

Pour

Contre

Abstention

AUTORISE M. le maire à faire toutes les diligences nécessaires pour aboutir à l'acquisition de cet immeuble pour un prix maximum de 1 100 000 € et à signer les actes à intervenir.

PREND NOTE de l'échéancier de paiement suivant :

100 000 € à la signature de l'acte,

500 000 € au 1^{er} semestre 2020,

500 000 € au 1^{er} semestre 2021

PREND NOTE que le budget de la commune sera suffisamment doté à cet effet,

Délibération N°14

Objet : acquisition de 801 m² à détacher de la parcelle B 0544 « Le haut du Fraicul »

Monsieur le Maire présente le projet d'acquisition de 801 m² à détacher de la parcelle cadastrée B 544 sis le Haut du Fraicul dans la perspective de l'aménagement d'une voie verte et d'un fossé pour l'écoulement des eaux. Il rappelle que dans le PLU, ce projet d'aménagement fait l'objet d'emplacements réservés au titre de l'article L151-41, 4° du Code de l'Urbanisme.

Le Conseil Municipal,

Vu l'article L 1111-1 du code général de la propriété des personnes publiques (CGPPP), qui permet aux communes d'acquérir à l'amiable des biens et des droits à caractère mobilier ou immobilier,

Après avoir entendu l'exposé de M. le Maire,

Après en avoir délibéré,

Pour

Contre

Abstention

AUTORISE M. le maire à faire toutes les diligences nécessaires pour aboutir à l'acquisition de cet immeuble pour un prix maximum de 7 800 € et à signer les actes à intervenir.

PREND NOTE que le budget de la commune sera suffisamment doté à cet effet,

Délibération N°15

Objet : Cession de la parcelle cadastrée AH 133 chemin de Villemeneux

Monsieur le Maire rappelle que dans le cadre du PLU, 5 opérations d'aménagement et de programmation ont été définies et précisent les conditions d'aménagement de certains secteurs. Parmi celles-ci figurent l'OAP secteur « Chemin de Villemeneux ». Il en rappelle les principes d'aménagement. La société NOVALYS s'est portée acquéreur du terrain dans la perspective d'y construire des logements sociaux dans le respect des principes d'aménagement définis au PLU.

VU l'article L.3211-14 du code général de la propriété des personnes publiques relatif aux modes de cession d'immeubles appartenant aux collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics,

Vu les articles L 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles L 2241-1 et suivants du CGCT précisant que le conseil municipal délibère sur la gestion des biens et les opérations immobilières effectuées par la commune, que toute cession d'immeubles ou de droits réels immobiliers donne lieu à délibération motivée du conseil municipal portant sur les conditions de la vente et ses caractéristiques essentielles,

Considérant l'estimation de la valeur vénale du bien établie par le service des Domaines par courrier en date du 22 mai 2019,

Considérant les prix actuels du marché de l'immobilier sur la commune de Varennes-Jarcy,

CONSIDERANT que ce terrain relève du domaine privé de la commune,

CONSIDERANT que ce terrain va permettre la réalisation d'une opération d'intérêt général,

Le conseil municipal est appelé à valider la cession de ce bien communal et d'en définir les conditions générales de vente.

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré

Pour

Contre

Abstention

- **DECIDE** l'aliénation de la parcelle AH 133 d'une contenance totale de 4102 m² sis chemin de Villemeneux à Varennes-Jarcy au bénéfice de la société NOVALYS moyennant un prix de CINQ CENT CINQUANTE MILLE EUROS (550.000 €).

AUTORISE le maire à faire toutes les diligences nécessaires pour aboutir à la cession et à signer l'acte à intervenir, qui sera passé en la forme authentique aux frais de l'acquéreur, qui s'y engage expressément, ainsi que tout document qui serait la suite ou la conséquence de la présente délibération.

Délibération N°16

Objet : Acquisition de 7 400 m² environ à détacher de la parcelle D 187 « Les Aufrais » puis échange de 2830 m² contre 2830 m² à détacher de la parcelle D 407

Monsieur le Maire présente le projet d'aménagement d'une voie, d'un fossé pour l'écoulement des eaux, d'un bassin de rétention et du carrefour rue de Brie. Il rappelle que dans le PLU, ce projet d'aménagement fait l'objet d'emplacements réservés au titre de l'article L151-41, 4° du Code de l'Urbanisme.

La réalisation du projet d'aménagement nécessite 4570 m² environ à détacher de la parcelle D 187 et 2830 m² environ à détacher de la parcelle D 407. Les pourparlers avec les deux propriétaires concernés ont abouti à la proposition suivante :

- 1- La commune acquiert environ 7400 m² à détacher de la parcelle D 187
- 2- La commune affecte environ 4570 m² au projet d'aménagement
- 3- La commune échange 2830 m² contre une surface identique avec le propriétaire de la parcelle D 407

VU l'article L.3211-14 du code général de la propriété des personnes publiques relatif aux modes de cession d'immeubles appartenant aux collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics,

Vu l'article L 1111-1 du code général de la propriété des personnes publiques (CGPPP), qui permet aux communes d'acquérir à l'amiable des biens et des droits à caractère mobilier ou immobilier,

Vu les articles L 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le projet d'aménagement d'une voie, d'un fossé pour l'écoulement des eaux et d'un carrefour rue de Brie,

Le Conseil Municipal,

Après avoir entendu l'exposé de M. le Maire,

Après en avoir délibéré,

Pour

Contre

Abstention

AUTORISE M. le Maire à faire toutes les diligences nécessaires pour aboutir à l'acquisition d'environ 7 400 m² à détacher de la parcelle cadastrée D 187, sis Les Aufrais pour un prix maximum de 11 500 € et à signer les actes à intervenir.

PREND NOTE que le budget de la commune sera suffisamment doté à cet effet,

AUTORISE M. le Maire à échanger 2830 m² de la parcelle précédemment acquise contre 2830 m² de la parcelle D 407, à faire toutes diligences nécessaires pour aboutir à cet échange et à signer les actes à intervenir.

PREND NOTE que les surfaces définitives seront précisées par géomètre.

Délibération N°17

Objet : Acquisition amiable de la parcelle D 211 – La Croix Martroy

Lors du conseil municipal du 28 mars 2019, le Conseil Municipal a décidé les parcelles de terrain cadastrées D N°257 et D N°408 d'une contenance de 57 390 m² et 57 414 M² SIS Les prés de Varennes et la Croix Martroy au prix défini par les domaines soit 115 000€ l'ensemble. Sur ce périmètre reste la parcelle D 211 de 408 m² proposée à la vente aux mêmes conditions.

Le Conseil Municipal,

Vu l'article L 1111-1 du code général de la propriété des personnes publiques (CGPPP), qui permet aux communes d'acquérir à l'amiable des biens et des droits à caractère mobilier ou immobilier.

Vu l'inscription au budget du montant nécessaire à l'acquisition,

Après avoir entendu l'exposé de M. le maire,

Après en avoir délibéré,

Pour

Contre

Abstention,

AUTORISE le maire à faire toutes les diligences nécessaires pour aboutir à l'acquisition de cet immeuble pour un prix maximum de 408 €

AUTORISE le maire à signer l'acte à intervenir,

S'ENGAGE

- A maintenir la parcelle cadastrée dans les espaces naturels sensibles communaux
- A conserver l'état naturel du terrain.

PREND NOTE que les demandes de subvention au titre des Espaces Naturels Sensibles et de l'Agence de l'Eau seront effectuées conformément à la délégation donnée au Maire par délibération du 18 avril 2017.

Délibération N°18

Objet : Engagements au titre des Espaces Naturels Sensibles

Par décision N°25 du 26 avril 2019, la commune a exercé son droit de préemption pour l'acquisition de la parcelle C N°159 d'une contenance de 1022 m² au lieudit « Le Grand Val » au prix de 2000€.

Par décision N°26 du 2 mai 2019, une demande de subvention auprès du Conseil Départemental a été effectuée. Toutefois, il appartient au Conseil Municipal de délibérer sur les engagements à prendre au titre des espaces naturels sensibles pour l'acquisition de ladite parcelle.

Le Conseil Municipal,

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré....

Pour :

Contre :

Abstention :

S'ENGAGE

- A maintenir la parcelle cadastrée C N°159 dans les espaces naturels sensibles communaux
- A conserver l'état naturel du terrain.

Délibération N°19

Objet : Charte Label « Patrimoine d'Intérêt Régional » de la Région Ile de France

Monsieur BEZOT informe que ce label créé par la Région Ile de France a pour but de valoriser le patrimoine non protégé en Ile de France. L'obtention du label entraîne pour le propriétaire des avantages et des obligations détaillés dans la charte présentée à l'assemblée délibérante. Parmi les avantages, figurent la promotion et la valorisation du bien ainsi que des aides financières pour des événements (expositions, mallette pédagogique, expo etc...subvention plafonnée à 20% des dépenses – subvention maximum de 30 000€), des aides pour la restauration des biens (plafonnée à 30% des dépenses éligibles – subvention maximum de 500 000€). En contrepartie le propriétaire s'engage notamment à informer la Région de toute transformation ou projet de travaux.

La commune est candidate pour l'obtention du label pour le site de la Feuilleraie et celui de la Ferme de Jarcy. Il est proposé au Conseil Municipal d'adopter les termes de la charte Label.

Le Conseil Municipal,

Après avoir entendu l'exposé de M. BEZOT,

Après avoir pris connaissance de la charte Label « Patrimoine d'Intérêt Régional » de la Région Ile de France,

Après en avoir délibéré

Pour

Contre

Abstention

ADOpte la charte Label « Patrimoine d'Intérêt Régional » de la Région Ile de France,

AUTORISE le Maire à la signer et à le solliciter.

Délibération N°20

Objet : Avenant N°1 à la convention de mise en place d'un service commun entre la Communauté de Communes de l'Orée de la Brie, la commune de Brie-Comte-Robert, la commune de Servon, la commune de Varennes-Jarcy pour l'instruction des autorisations et actes relatifs à l'occupation du sol.

La commune de Chevry-Cossigny ayant exprimé sa volonté d'intégrer le service commun pour l'instruction des autorisations et actes relatifs à l'occupation du sol, des modifications doivent être apportées à la convention initiale afin d'intégrer cette nouvelle collectivité. Le périmètre est étendu à la commune de Chevry-Cossigny. Les modalités de fonctionnement pour cette commune sont précisées à l'article 2 de l'avenant proposé. En ce qui concerne la situation des agents : l'agent du service urbanisme de la commune de Chevry-Cossigny est transféré à la Communauté de Communes pour intégrer le service commun à temps complet. Du fait de ces modifications, le coût annuel prévisionnel du service est modifié : +9406 € (+1675 € charges supplémentaires, +5694 € charges de personnel, +2057 revue spécialisée).

Le Conseil Municipal,

Après avoir pris connaissance du projet d'avenant,

Après avoir entendu l'exposé de M. DARMON,

Après en avoir délibéré :

Pour

Contre

Abstention

ADOpte l'avenant N°1 à la convention du 1/8/2017,

AUTORISE le maire à le signer et à prendre toutes les dispositions nécessaires pour sa mise en œuvre.

Délibération N°21

Objet : Extension de l'exercice de la compétence GEMAPI par le SYAGE sur l'ensemble du bassin versant de l'Yerres. Avis sur la modification des statuts du SYAGE et sur l'adhésion de deux syndicats et deux EPCI

VU les articles L 5211-18 et L 5211-20 suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

VU la délibération du SYAGE du 10 avril 2019 et le projet de Statuts ci-annexés ;

Le SYAGE est un syndicat mixte fermé à la carte exerçant, actuellement, 3 compétences :

- L'Assainissement Eaux Usées et la gestion des eaux pluviales
- La GEMAPI
- La mise en œuvre du SAGE de l'Yerres

La commune de Varennes-Jarcy est adhérente au SYAGE à l'ensemble des compétences.

CONSIDÉRANT que la Commission Locale de l'Eau du SAGE de l'Yerres a mené une étude de gouvernance de l'exercice de la compétence GEMAPI à l'échelle du Bassin Versant. Le scénario retenu, à l'issue de cette étude, est l'exercice de la GEMAPI par un seul Syndicat sur l'ensemble du Bassin versant de l'Yerres. Le SYAGE s'est proposé pour être ce syndicat.

CONSIDÉRANT que cette solution a été arrêtée par Madame la Préfète de Seine-et-Marne le 22 juin 2018 ; qu'à cette fin, une labellisation du SYAGE en Etablissement Public d'Aménagement et de Gestion des Eaux (EPAGE) est nécessaire et implique la couverture intégrale du bassin versant par le SYAGE,

CONSIDÉRANT que par délibération en date du 10 avril 2019, le SYAGE a engagé conjointement deux procédures en vue d'étendre son périmètre d'exercice de la compétence GEMAPI sur l'ensemble du Bassin versant de l'Yerres,

- Une procédure de modification statutaire en application de l'article L5211-20 du CGCT, prévoyant notamment que les collectivités exerçant en tout ou partie la compétence GEMAPI, et membres du SYAGE au titre de la compétence « Mise en œuvre du SAGE de l'Yerres », sont d'office membres du SYAGE au titre de la compétence GEMAPI pour l'ensemble de leur territoire situé sur le bassin versant de l'Yerres,
- Une procédure d'extension du périmètre en application de l'article L5211-18 du CGCT, en demandant l'adhésion de 4 nouvelles collectivités à la compétence GEMAPI, pour leur territoire situé sur le bassin versant de l'Yerres, à savoir :
 - o Le Syndicat Mixte pour l'Aménagement et l'Entretien du Ru de Beuvron et de ses affluents,
 - o Le Syndicat Intercommunal pour l'Aménagement et l'Entretien du Ru de la Visandre et du Ru du Réveillon,
 - o La Communauté de Communes de la Bassée-Montois
 - o La Communauté d'Agglomération Paris Vallée de la Marne

D'autres points ont également été ajustés dans le projet de statuts, notamment :

- Pour tenir compte de la loi N°2008-702 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences Eau et Assainissement aux communautés de communes, le bloc de compétence « assainissement des eaux usées et gestion des eaux pluviales » est scindé en deux blocs de compétences « assainissement des eaux usées » et « gestion des eaux pluviales ».
- Pour les compétences GEMAPI, Assainissement des Eaux Usées et Gestion des Eaux Pluviales, le mode de désignation et le nombre de délégués titulaires sont déterminés par le système de la représentation proportionnelle (imposé par les textes pour la Métropole du Grand Paris). Les collectivités disposeront d'un délégué par tranche de 15000 habitants en prenant en compte la population pondérée de chacune de leurs communes concernées. Le pourcentage permettant le calcul de la population pondérée est annexé à la présente délibération. Pour la compétence « mise en œuvre du SAGE », il y aura un délégué titulaire par collectivité. Il y a autant de délégués suppléants que de délégués titulaires.
- Les délégués disposent de :
 - o 2 voix au titre de « l'Assainissement des Eaux Usées »
 - o 2 voix au titre de « la Gestion des Eaux Pluviales »
 - o 2 voix au titre de la « GEMAPI »
 - o 1 voix pour « la mise en œuvre du SAGE de l'Yerres »

CONSIDÉRANT que l'ensemble des collectivités membres du SYAGE doivent se prononcer sur la modification statutaire et les adhésions proposées dans les 3 mois à compter de la notification de la délibération du SYAGE

CONSIDÉRANT que la délibération du SYAGE a été notifiée le 18 avril 2019,

DONNE un avis favorable sur la délibération du SYAGE du 10 avril 2019 visant principalement à étendre, à compter du 1^{er} janvier 2020, l'exercice de la compétence GEMAPI sur l'ensemble du Bassin Versant de l'Yerres, en procédant conjointement à deux procédures : une modification statutaire au titre de l'article L5211-20 du CGCT et une procédure d'extension de périmètre au titre de l'article L5211-18 du CGCT.

APPROUVE le projet de Statuts du SYAGE, annexé à la présente délibération, devant prendre effet au 1^{er} janvier 2020.

Délibération N°22

OBJET - SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE– RAPPORT ANNUEL 2018

Conformément à l'article 1 du décret 95-635 du 6 mai 1995, un rapport annuel doit être établi sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement,
Les dispositions du présent décret s'appliquent quel que soit le mode d'exploitation des services publics de l'eau potable et de l'assainissement,

L'article 2 de la loi du 8 février 1995 prévoit que le délégataire produit chaque année à l'autorité délégante un rapport comportant les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du service public et une analyse de la qualité des services.

Le service public de l'eau est géré par SUEZ - LYONNAISE DES EAUX.

VU le rapport annuel du service de l'eau et le compte annuel de résultat d'exploitation de l'eau pour 2018 transmis par SUEZ- LYONNAISE DES EAUX

Le Conseil Municipal,

PREND note de la communication des documents susvisés.

Délibération N° 23

Objet : Emplois saisonniers

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade. En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Technique.

Considérant les demandes d'emplois saisonniers, Monsieur le Maire propose de reconduire la création de tels emplois pour la période estivale 2019.

Le CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré,

Pour

Contre

Abstention

DECIDE DE CREER 10 emplois saisonniers pour la période estivale 2019 ainsi qu'il suit :

- 5 emplois saisonniers d'adjoint technique à temps complet du 3 juin 2019 au 2 septembre 2019.
- 8 emplois saisonniers d'adjoint d'animation à temps complet du 1er juillet 2019 au 2 septembre 2019.

Délibération N° 24

OBJET : DELEGATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE – COMPTE RENDU DES DECISIONS PRISES

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délégation accordée à Monsieur le Maire par délibération du Conseil Municipal du 28 avril 2014 complétée le 17 octobre 2016 pour toute la durée du mandat,

Il est rendu compte au Conseil Municipal des décisions prises dans le cadre des délégations pour la période intervenue entre le conseil municipal du 28 MARS 2019 à ce jour :

Le Conseil Municipal,

PREND NOTE des décisions ci-dessus.

Décision N°16 du 18 mars 2019 : Signature d'un contrat de recherche d'anomalies dans l'historique des factures d'électricité avec la société New Energy. Rémunération à hauteur de 40% ttc de l'intégralité des sommes ttc remboursées.

Décision N°17 du 21 mars 2019 : signature d'une convention de participation à l'évacuation des déchets tout venant avec le SIVOM pour un forfait de 2 jours au coût de 161.74€ la rotation.

Décision N°18 du 27 mars 2019 : demande de subvention auprès du Conseil Départemental pour le ravalement extérieur de la maison d'habitation de la Ferme de Jarcy. Projet estimé à 34 140 € HT.

Décision N°19 du 27 mars 2019 : signature du contrat avec la société DEKRA pour la vérification des alarmes incendie et désenfumage de divers bâtiments de la commune pour 627.96 € HT.

Décision N°20 du 4 avril 2019 : demande de subvention auprès du Conseil Départemental pour l'acquisition des parcelles sente de jarcy, Larris et Pressoir Paroisse décidées lors du conseil municipal du 28 mars 2019. Coût du projet : 36 230.

Décision N°21 du 4 avril 2019 : demande de subvention auprès du Conseil Départemental et de l'Agence de l'Eau pour l'acquisition des parcelles D 257 et D 408 décidée lors du conseil municipal du 28 mars 2019.

Décision N°22 du 4 avril 2019 : signature d'un contrat de service avec YPOK pour la maintenance du PVE de la police municipale pour un montant de 174 € ttc /an.

Décision N°23 du 9 avril 2019 : signature d'un contrat de mission avec ARKOS Concepteurs associés pour la construction d'un bâtiment type micro crèche modulaire pour un coût de 16 000 € HT.

Décision N°24 du 15 avril 2019 : signature du contrat de tir avec LM EVENEMENT CIEL pour le feu d'artifice du 22 juin au coût de 6 000€ ttc.

Décision N°25 du 26 avril 2019 : exercice du droit de préemption au titre des espaces naturels sensibles sur la parcelle C N°159 au Grand Val. Coût : 2 000€.

Décision N°26 du 2 mai 2019 : demande de subvention auprès du Conseil Départemental pour l'acquisition de la parcelle C N°159

Décision N° 27 du 14 mai 2019 : signature d'une convention d'intervention d'un agent du centre de gestion pour une mission de conseil en organisation et recrutement. Coût de la prestation estimé entre 2360 et 3422 €

Décision N°28 du 14 mai 2019 : signature d'une convention de formation avec la société ADECCO pour un stage d'habilitation électrique. Coût 585 €

Décision N° 29 du 24 mai 2019 : signature du contrat de réservation avec le Domaine de Pignada pour un séjour jeunes du 8 au 12 juillet. Coût 4 346€

Décision N° 30 du 27 mai 2019 : exonération de 3 loyers du locataire rue de brie pour la prise en charge du remplacement des volets bois du pavillon

Décision N°31 du 28 mai 2019 : règlement d'une franchise d'assurance suite à un sinistre sur voirie. 300 €

Décision N°32 du 4 juin 2019 : signature d'un contrat de ligne de trésorerie interactive de 150 000€ auprès de la Caisse d'Epargne Ile de France (durée : 364 js, taux fixe de 0.25%, frais de dossier 500 €)

Décision N°33 du 4 juin 2019 : signature des actes d'engagement pour le marché de travaux rue Boieldieu avec la Société ALPHA TP. Lot 1 enfouissement pour 144 908.40 € HT, lot 2 Voirie pour 271 445.25 € HT

Décision N°34 du 13 juin 2019 : Emprunt de 700 000€ auprès de la Caisse d'Epargne. Durée : 20 ans – taux d'intérêt nominal : 1.09%, frais de dossier 500 €.

Décision N°35 du 13 juin 2019 : demande d'accompagnement financier auprès de la Région Ile de France pour l'acquisition d'un véhicule propre en autopartage entre les services municipaux et la population.